

**IL N'EST PAS TROP TARD
POUR STOPPER**



**Manifestation
contre CETA
traité de commerce
Canada/Union Européenne**

Samedi 18 novembre à 15 H
Aix-en-Provence (Départ Rotonde)

Collectif Stop Tafta-Ceta Aix-Gardanne-Salon
[**Stoptafta.aix.salon.gardanne@gmail.com**](mailto:Stoptafta.aix.salon.gardanne@gmail.com)

Pourquoi stopper le CETA ?

Le CETA est un accord de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et le Canada.

De nombreuses études, dont celle commandée par le gouvernement, en soulignent les dangers dans de nombreux domaines.

Il menace notre démocratie, notre agriculture, notre alimentation, notre santé, nos services publics, l'environnement et le climat ,...

Le CETA prévoit :

- *de supprimer les derniers droits de douane entre les deux zones économiques, notamment dans l'agriculture .
- *d'harmoniser les réglementations des deux côtés de l'Atlantique, ce qui facilitera un alignement vers le bas des normes protégeant la santé, les travailleurs, les consommateurs ou l'environnement .
- *de conférer des privilèges exceptionnels aux multinationales.

Il instaure deux institutions anti-démocratiques :

-un forum de coopération réglementaire, composé de hauts fonctionnaires (non élus) associant des lobbyistes, qui pourra, avant qu'un texte de loi arrive au parlement, l'affaiblir voire l'enterrer ;

-un tribunal d'arbitrage permettant aux investisseurs étrangers présents au Canada de poursuivre un Etat de l'UE si une nouvelle réglementation nationale ou locale est susceptible de diminuer leurs profits.

Comment agir ?

90% du contenu du CETA est entré en application provisoire en France depuis le 21 septembre 2017. Pour qu'il soit appliqué de façon définitive et intégrale (les 10% restants incluent en particulier le tribunal d'arbitrage), il faut une ratification par tous les Etats membres de l'UE. Or, la contestation est forte dans de nombreux pays, en France notamment.

Le plan d'action du gouvernement annoncé le 25 octobre dernier n'apporte aucune protection réelle contre les nombreux risques du CETA qu'il vient de fait confirmer.

LA SEULE SOLUTION est DE REFUSER le CETA.

Il est prévu que la ratification se fasse au Parlement au second semestre 2018. Nous pouvons interpellier nos députés et sénateurs pour qu'ils se prononcent contre le CETA.

Nous souhaitons surtout que le gouvernement organise un vrai débat public et que la ratification se fasse par référendum pour que chacun puisse se positionner sur ce traité qui bouleversera nos vies.

CETA nous de choisir !

Vous pouvez trouver de nombreuses informations et écrire facilement un mail à vos parlementaires pour demander un référendum sur www.stop-ceta.fr.